Loi sur l'utilisation des terres marécageuses des provinces Maritimes.—1952. 4 mars, M. D. C. Milligan: représentant de la province de Nouvelle-Écosse au Comité consultatif établi en vertu de la loi sur l'utilisation des terres marécageuses des provinces Maritimes, à la place de M. Angus Banting, démissionnaire.

Yukon.—1951. 21 juin, M. Andrew Harold Gibson, commissaire du territoire du Yukon: registraire pour l'inscription des terres du district du Yukon, à compter du 1er juin 1951. M. Frank Gramani Smith, conseiller juridique du ministère des Ressources et du Développement économique: registraire adjoint pour l'inscription des terres du district du Yukon, à compter du 1er juin 1951, à la place de Mlle Rhoda R. MacDonald, démissionnaire. 3 oct., M. Frederick Fraser: Commissaire du territoire du Yukon, à la place de M. Andrew Harold Gibson, à compter du 15 octobre 1951.

Diverses nominations.—1951. 31 juillet, le très hon. James Lorimer Ilsley, C.P., C.R.; commissaire pour enquêter et faire rapport sur les réclamations de guerre des Canadiens à l'égard des décès, blessures aux personnes, mauvais traitements et perte de biens ou dommages à la propriété causés par la Seconde Grande guerre. 24 août, MM. T. H. Hogg, Toronto (Ont.), G. A. Gaherty, Calgary (Alb.) et John A. Widtsoe, Salt-Lake City, Utah (É.-U.): commissaires pour enquêter sur la possibilité de l'entreprise de la rivière Saskatchewan sud projetée. 12 nov., M. Kenneth J. Christie, inspecteur minier en chef des Territoires du Nord-Ouest: commissaire en vertu de la partie I de la loi sur les enquêtes, pour enquêter et faire rapport sur les faits concernant le piquetage de certains territoires, propriété de la Couronne dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. 1952. 29 janv., M. Hugh F. Gibson: commissaire pour enquêter sur les accusations de partialité politique contre Robert S. Wise, maître de poste à Cloyne (Ont.), 3 juin, M. John Whitney Pickersgill, greffier du Conseil privé de la Reine pour le Canada et secrétaire du Cabinet: commissaire, per dedimus potestatem, pour recevoir le serment d'allégeance et le serment d'office et les autres serments prescrits par la loi.

PARTIE IV.—LÉGISLATION FÉDÉRALE, 1951-1952

Le classement ci-dessous a été fait d'après les Statuts. En résumant pareille matière, il n'est pas toujours facile d'indiquer toute la portée de la loi. Le lecteur intéressé à une loi quelconque est donc renvoyé aux Statuts du Canada aux volume et chapitre indiqués.

Législation de la quatrième session du vingt et unième Parlement, du 30 janvier 1951 au 9 octobre 1951

Sujet, chapitre et date de la sanction		Synopsis
15 G	eorge VI	
Agricul 3	ture— 21 mars	Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935. Cette modification redéfinit la "période de livraison en commun" et ajoute une réserve concernant l'ajustement des comptes lors du transfert de blé d'une période de livraison en commun à une autre période.
6	21 mars	Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, modifie les articles 4 et 5 de la loi relativement à la limitation des montants de responsabilité envers les banques quant aux prêts destinés aux améliorations.